

Les léninistes diffusent l'histoire du Premier mai

Le Premier mai est né comme journée de lutte des prolétaires contre les capitalistes. Et ce, avant tout, dans ses origines historiques : le grand affrontement de classe qui se déroula à Chicago en mai 1886, réprimé, dans le paradis démocratique des États-Unis, par la république bourgeoise par excellence. Puis dans son développement, généralisé par la II^e Internationale en 1889 en tant que journée de lutte internationale pour la réduction « par voie légale » du temps de travail.

À travers les décennies et les continents, le Premier mai est devenu une *tradition* de classe, construite, conquise et imposée par la lutte, au-delà des divisions nationales, ethniques ou religieuses. Il est devenu historiquement l'un des symboles les plus prestigieux de l'unité de classe, de l'organisation et de l'internationalisme prolétarien.

Le Premier mai témoigne de ce que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas un problème national, mais un problème social. Partout où le mode de production capitaliste a pénétré, c'est-à-dire aujourd'hui le monde entier, le prolétariat s'est développé et a inévitablement mené sa lutte. Le Premier mai est devenu une *régularité politique* de cette lutte internationale.

Le livre de parti que nous présentons, enrichi de nouveaux matériaux pour la quatrième édition italienne et la première édition française, en offre un échantillon toujours actuel.

Durant plus d'un siècle, les classes dominantes ont cherché à éliminer le Premier mai, par l'interdiction légale, la calomnie par voie de presse, leurs partis politiques ou la répression militaire. Et quand elles n'y sont pas parvenues, elles ont travaillé à le dénaturer, le confiner le plus possible dans la sphère syndicale et le corrompre par toutes sortes d'idéologies, jusqu'aux plus dégradantes. Partis et églises, intellectuels et démagogues, démocrates, opportunistes, stalinien et fascistes, tous ont tenté, par les moyens les plus divers, de spolier les travailleurs de leur lutte périodique. Surtout, la bourgeoisie a combattu la signi-

fication politique internationaliste du Premier mai, et ce n'est pas par hasard qu'elle l'a fait en tentant de l'avilir, dans de nombreux pays, en en faisant une fête nationale interclassiste.

Parmi les différents épisodes relatés dans les pages qui suivent, il est utile de rappeler aujourd'hui celui de 1941, quand le maréchal Pétain transforma le Premier mai en une « fête nationale du Travail », réalisant ainsi un vieil objectif de l'Action française avec le concours de René Belin, ancien secrétaire de la CGT passé au corporatisme social-nationaliste français. Dans le cycle politique actuel des vieilles métropoles, de vieilles idéologies de souche petite-bourgeoise, par nature réduite à l'étroite dimension nationale, reprennent racine. Et en France, l'influence raciste et xénophobe sur les « gilets jaunes » a cherché à capturer une partie des salariés avec des idéologies social-nationales et des revendications mensongères. Telles sont les plaies de la maturité impérialiste tardive, incubatrice de ces strates intermédiaires et petites-bourgeoises qui propagent leurs mœurs réactionnaires et leurs frustrations parmi les salariés, mais qui peuvent facilement devenir des instruments empoisonnés dans les mains de l'idéologie dominante des fractions de la grande bourgeoisie.

Roberto Casella écrit que « le racisme est une vieille idéologie, simple et facile à populariser. Elle est utilisée depuis des siècles pour diviser les exploités. La bourgeoisie en a fait une large expérience, elle sait la présenter en toutes sortes de dosages, réactionnaires et démocratiques. Elle sait l'adapter pour les strates profondes du prolétariat et pour les strates propriétaires des salariés et de la petite bourgeoisie ». Le Premier mai est lui aussi appelé à donner une réponse : la revendication politique, vis-à-vis de l'État, de l'accueil et de l'unité de classe pour tous les prolétaires, sans discrimination de nationalité ou citoyenneté, doit revenir parmi ses mots d'ordre, comme la « journée de travail de huit heures » y figura pendant des décennies et y figure encore dans de nombreux pays.

Il est crucial que le Premier mai continue de transmettre la pratique internationaliste au sein de la classe et devienne une *tradition* aussi pour les nouveaux travailleurs immigrés, qui continueront à alimenter les strates profondes du prolétariat métropolitain, mais ce n'est pas suffisant. L'internationalisme militant est le seul antidote pour ne pas finir à la remorque aussi bien des idéologies des populistes nationaux que de celles de l'eupéisme. L'enracinement du parti léniniste en Europe est la tâche à l'ordre du jour.

L'Union européenne brise la souveraineté des vieilles nations et se dote des pouvoirs politiques continentaux, frappe sa monnaie, s'arme et s'armera de sa propre épée. Au xx^{e} siècle, dans la confrontation entre les grandes puissances impérialistes qui, tout au long du xx^{e} siècle, a causé le massacre du prolétariat en le divisant entre les nations, l'Asie émerge, avec des challengers d'envergure continentale. La contre-offensive de l'« Europe-puissance » est la réponse de la classe dominante à ce changement inédit : la violence de deux guerres mondiales livrées sur son sol n'est dépassée que pour la concentrer et la projeter avec tout son poids au-delà de ses frontières.

Le défi le plus pernicieux pour le prolétariat d'Europe viendra de l'*européisme impérialiste*, qui s'offre comme dépassement des vieux souverainismes européens en concoctant un nationalisme encore plus grand, élargi au continent entier. Demain, les populistes d'aujourd'hui ne pourront pas être autre chose que ses chiens de garde.

L'histoire du Premier mai montre au contraire que la classe ouvrière n'a pas de patrie, qu'elle soit grande ou petite. Mais il faut aller au-delà : « Au lieu du mot d'ordre *conservateur* : "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", les ouvriers doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre *révolutionnaire* : "Abolition du salariat". » Ainsi Marx s'adressait-il aux syndicalistes britanniques il y a un siècle et demi.

La spontanéité de la lutte du prolétariat, qui désormais s'exprime chaque jour dans les pays les plus divers d'Orient et d'Occident, demeure trade-unioniste si le prolétariat subit l'influence politique des fractions bourgeoises, et ce n'est pas parce que le prolétariat est en soi une classe trade-unioniste. De même que cette lutte, hier, a donné beaucoup d'énergie au parti révolutionnaire, de même, demain, de nombreux fils isolés dans les chroniques du Premier mai des années actuelles et des années à venir pourront être renoués.

Notre classe mondiale est jeune, elle doit prendre conscience historique d'elle-même, une conscience apportée de l'extérieur de la lutte économique, et doit pénétrer scientifiquement « les mystères de la politique internationale » pour ne pas subir inconsciemment, mais affronter stratégiquement, les ruptures et les alliances entre les États de la bourgeoisie et renverser enfin son ordre international à des fins révolutionnaires. Elle a besoin du parti-science.

Cervetto commente ainsi quelques passages de Lénine dans *Luttes de classe et parti révolutionnaire* : « Le processus de développement

économique, nous explique Lénine, tout en augmentant de lui-même le nombre et la cohésion du prolétariat, augmente parallèlement la dissemblance et le morcellement des intérêts entre grande et petite bourgeoisie. » Mais le nombre et la cohésion ne peuvent valoir que dans la stratégie révolutionnaire.

Pour cela, le Premier mai doit être situé dans le long cycle de développement impérialiste qui touche la population active mondiale, en polarisant les classes de la société. Deux milliards de salariés, c'est la force numérique de notre classe au début du troisième millénaire. Au fond, le Premier mai, même quand il n'est qu'un premier pas rudimentaire de lutte, est la confirmation de ce processus qui reproduit continuellement avec des dimensions toujours plus vastes les conditions matérielles de la conscience de classe.

Il y a soixante-dix ans, un tiers de la population active était salariée. Aujourd'hui, le salariat représente près des deux tiers, en rapide croissance. Le « nombre » et la « cohésion » des producteurs salariés augmentent, depuis les périphéries jusqu'aux mégalofoles de la grande industrie.

En revanche, dans son développement inégal, ce même processus accroît et complique démesurément « la dissemblance et le morcellement » entre les classes dominantes, il développe de *nouvelles puissances* et élève l'affrontement pour le partage du monde au niveau jamais vu des puissances continentales, armées jusqu'aux dents.

Voilà : le prolétariat ne pourra tirer profit de sa « supériorité naturelle » que s'il apprend à se servir de cette « dissemblance naturelle » de la bourgeoisie, au moyen du *parti-stratégie*. Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera une puissance parmi les puissances et qu'il pourra mener sa stratégie révolutionnaire de façon autonome contre toutes les tentatives de la bourgeoisie morcelée, des puissances impérialistes en lutte entre elles, de le diviser et de l'instrumentaliser dans leurs affrontements. Cette anthologie sur le Premier mai montre également cela, et incite immanquablement à lever le regard sur le monde.

L'Asie ébranle l'équilibre mondial, et les principaux représentants de la bourgeoisie recommencent à réfléchir sur les énigmes de la paix et de la guerre. La Chine agit en tant que puissance de l'impérialisme, elle abandonne le « profil bas », et entreprend un cycle de quinze ans d'investissements dans les armements qui pousse toutes les autres puissances au réarmement. Les poids économiques et les poids politico-militaires se réalignent dans un cycle de tensions inédites.

Au fond, le long développement de l'après-guerre était destiné à bouleverser les rapports entre les États et à ouvrir une « nouvelle phase stratégique ». Mais les quinze prochaines années seront encore plus tumultueuses, notamment parce que les autres puissances chercheront à agir avant que la Chine n'ait atteint la force militaire « de classe mondiale » qu'elle s'est donnée comme objectif. Pour l'heure, les puissances utilisent leurs deux mains : la négociation politique d'un côté, et la préparation militaire de l'autre. Le vieil ordre mondial, en rapide érosion, leur offre encore l'occasion de redéfinir les alliances, entre missiles balistiques et porte-avions. Sur tout cela cependant plane l'incertitude des prochaines crises, après la *crise des relations globales* de 2007-2015, qui fait encore sentir ses conséquences économiques, sociales et politiques. Impossible de faire des prévisions unilatérales.

Selon l'analyse de Lotta Comunista de la *nouvelle phase stratégique*, les résultats et les combinaisons d'un tel bouleversement colossal comprennent aussi bien une grande guerre catastrophique qu'un accord temporaire entre les grandes puissances, mais dans l'impossibilité d'alliances stables et, de toute façon, dans un cadre de tensions exacerbées. Il y aura inévitablement des crises et des conflits partiels, et on ne peut exclure une guerre asiatique aux implications mondiales imprévisibles. Si telle est la perspective stratégique que l'entrelacement de tensions dans le cycle économique, dans le cycle politique et dans le cycle de guerre laissent entrevoir, il est certain que la confrontation sera féroce, et que l'internationalisme communiste sera véritablement une nécessité vitale.

Aujourd'hui, la force des États revient dans le jeu, et les idées dominantes n'excluent plus la guerre. L'ordre vacille, et les mythes des périodes passées tombent en disgrâce. Dans les vieilles puissances, les grands partis de l'impérialisme ont du mal à entraîner leur base de masse vers les défis qui se préparent. Les séquelles de la crise globale, les marges réduites d'État-providence et la mesquinerie désarmante de la démocratie télévisuelle ne les aident pas.

La classe dominante est aussi la puissance idéologique dominante de la société, et impose ses idées fondamentales. Celles-ci sont cependant continuellement influencées par la lutte entre les fractions bourgeoises, petites et grandes, dans leurs aspects les plus changeants. Les convulsions petites-bourgeoises et les difficultés de la démocratie impérialiste accroissent la confusion, sans jamais remettre en cause les fondements du système. Elles prêtent néanmoins le flanc à la clarté

révolutionnaire et lui ouvrent de véritables brèches, s'il y a un parti de cadres en mesure de recruter de nouvelles énergies pour lutter pour la science, l'organisation et la stratégie du léninisme en Europe.

L'histoire du Premier mai, première lutte mondiale du prolétariat, démontre que ce qui n'existait pas auparavant peut être créé, et que ce qui a été créé peut être répété. Amener et reconstruire l'internationalisme dans le troisième millénaire est la bataille militante des communistes. C'est l'actualité du Premier mai rouge et prolétarien.

Mars 2019

Introduction
à la troisième édition italienne

Le Premier mai est une *date symbolique* dans le monde entier. Né en 1886 à Chicago, la Deuxième Internationale le désigne en 1889 en tant que journée internationale de mobilisation pour la réduction du temps de travail. Depuis, le Premier mai a marqué plus d'un siècle d'histoire de la jeune classe des salariés : des années d'extension quantitative et de croissance qualitative, de luttes économiques et politiques, de moments favorables et de phases difficiles, de victoires et de défaites. Cette histoire doit être diffusée, connue, étudiée.

Aujourd'hui, il faut placer cette histoire dans la perspective stratégique du long cycle de développement capitaliste qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, confirmant le principe non négociable de l'internationalisme dans la phase actuelle des ensembles impérialistes à dimension continentale.

« L'établissement d'une journée de travail normale est le résultat d'une lutte de plusieurs siècles entre le capitaliste et le travailleur »¹, écrit Marx dans le premier livre du *Capital*. À travers cette lutte, les salariés ont prouvé à eux-mêmes et aux autres qu'ils sont une classe, qu'ils revendiquent des droits non pas individuels mais collectifs, et dont la portée et la signification sont historiques. En 1850, Engels écrit : « Dans cette agitation, les classes laborieuses ont trouvé un moyen pour se connaître entre elles, pour prendre conscience de leur condition sociale et de leurs intérêts, pour s'organiser et se rendre compte de leur force.[...] La classe ouvrière dans son ensemble, après avoir participé à cette lutte, est cent fois plus forte, plus consciente et mieux organisée qu'avant.[...] Les classes laborieuses auront appris par expérience que les autres n'obtiendront pour elles aucun avantage durable quel qu'il soit, mais qu'elles doivent l'obtenir elles-mêmes, en conquérant en premier lieu le pouvoir politique. »² C'est à ce rapport non réformiste avec l'État que Lénine se réfère, en 1900, lorsqu'il parle de « la revendication de tout le prolétariat, adressée non pas à tel ou tel patron, mais au pouvoir d'État, en tant que représentant de tout le régime social et politique actuel, à toute la classe des capitalistes détenteurs de tous les moyens de production ».³

Les revendications ouvrières – en premier lieu la réduction du temps de travail et la lutte pour l'augmentation des salaires – sont le moteur du développement capitaliste. En particulier, la réduction du temps de travail renforce la tendance à l'extraction de plus-value relative, plutôt que de plus-value absolue, encourage le développement des forces productives, favorise l'investissement en capital fixe et la concentration du capital. Sans les luttes ouvrières pour la réduction du temps de travail, il n'y aurait pas eu de « progrès » dans le sens le plus large du terme. « Là où les limitations [de temps de travail] ont été introduites, les outils de production ont été développés avec plus de force que dans les autres secteurs »⁴ (Marx, 1868).

Les capitalistes les plus avisés en sont conscients. Gianni Agnelli, l'ancien patron de Fiat, fut l'un d'entre eux. En 1991, dans un discours à l'université d'Oxford, il affirma : « Avant même que Marx et Engels ne développent leurs théories, les Trade Unions naissent en Angleterre. Avec la propagation de l'industrialisation, le conflit de classe devient européen et submerge le continent de tensions et de conflits. Je crois que, à la lumière de l'histoire, nous devons lui reconnaître le mérite d'avoir contribué à la profonde transformation de la société dans laquelle nous vivons. Une transformation que l'esprit européen a été en mesure de canaliser progressivement sur le chemin de l'extension des garanties et des droits des travailleurs, de la réduction des inégalités, de l'amélioration du bien-être général. »

« À la lumière de l'histoire », Marx et Engels avaient raison. Toutefois, dans la vision de celui qui fut le symbole du grand capital italien, c'est l'« esprit européen » qui fertilisait ces luttes, les inscrivant dans ce que l'on appelle aujourd'hui le « modèle social européen ». C'est l'essence de la conception idéologique du *social-impérialisme européen*. Paradoxalement, cet « esprit » est aujourd'hui confronté aux vents impétueux venant d'Asie. L'*inédit stratégique* qui se profile, dans la combinaison mondiale de la lutte des classes et des États, mettra à l'épreuve la pratique sociale et les idéologies avec lesquelles on tente de lier les différents compartiments du prolétariat mondial à la classe bourgeoise de chaque impérialisme.

L'unique voie pour la classe des salariés réside dans l'internationalisme, davantage par nécessité que par choix. La réduction de la journée de travail est le résultat de l'action de la classe ouvrière à travers le monde, au-delà de toute division nationale, ethnique ou religieuse. Seule cette action internationale a pu briser la résistance du capital. La simultanéité des manifestations du Premier mai dans le

monde entier et l'ajout progressif de nouveaux pays au cours du long cycle, extensif et intensif, depuis la Deuxième Guerre mondiale, en témoignent. Les pages de ce livre documentent méticuleusement ce processus, enrichi par du nouveau matériel dans l'édition actuelle.

Le prolétariat européen a son meilleur allié dans les luttes dont les protagonistes sont de plus en plus les jeunes salariés asiatiques, sous les formes et dans les modes qui leur sont historiquement possibles. C'est un processus inévitable basé sur la force du nombre. Chaque année, entre dix et vingt millions de nouveaux prolétaires chinois intègrent la dynamique sociale mondiale. Ce ne sont pas seulement les relations entre les puissances qui changent, mais aussi l'équilibre mondial entre les classes. Ceux qui théorisaient la société postindustrielle et la disparition de la classe ouvrière sont restés abasourdis ou se sont recyclés en pseudo-analystes plus ou moins critiques de la mondialisation. Ils bafouillent face à l'immense processus de prolétarianisation qui se déroule à l'échelle asiatique. Ils se sont idéologiquement éteints en moins d'une génération : un record sociologique.

L'histoire même du Premier mai démontre la nature internationale de la classe ouvrière, une nature qui entremêle les langues, les traditions, les mouvements migratoires et qui relie les hommes et leur action sociale à la condition de classe. Ce mouvement, né des luttes d'un prolétariat non européen, à savoir des États-Unis, a bondi de l'autre côté de l'océan et dans le reste du monde, parvenant même à imposer une régularité, une date fixe dans le calendrier de la plupart des pays du globe. Ce n'est pas un faible résultat pour une classe aussi jeune que la nôtre, sachant que le calendrier de l'époque bourgeoise est encore marqué par les célébrations liturgiques des chrétiens du Moyen Âge.

Aujourd'hui, le principe internationaliste est l'unique voie contre une bourgeoisie qui internationalise l'économie sans pouvoir dépasser le nationalisme qui est intrinsèquement lié à son affirmation comme classe, concrétisée par l'adaptation ou par la création d'États-nations durant les trois derniers siècles.

Le marché capitaliste désormais étendu au monde entier est la réalité effective du nouveau millénaire, confirmant le caractère visionnaire du *Manifeste du Parti communiste* de 1848. Ce qui sépare et fragmente notre espèce, ce ne sont pas les six mille langues différentes, ni même les milliers de variantes idéologiques ou religieuses. Ce sont les deux cents États environ qui rendent les différences significatives et souvent dévastatrices. Ces États se disputent encore

des frontières, et, dans tous les cas, ils représentent les intérêts spécifiques, distincts, de chaque bourgeoisie dans le rapport avec les salariés de chacun des États, ainsi que dans le rapport multipolaire avec l'ensemble du système mondial des États, c'est-à-dire avec les autres bourgeoisies. C'est la dialectique d'unité et scission qui caractérise la nature du capitalisme, d'une façon encore plus contradictoire dans la phase impérialiste : plus l'unité du marché mondial est grande, plus le conflit entre États est important, des États ayant aujourd'hui une dimension continentale.

Dès le *xx^e* siècle, le mouvement ouvrier a dû affronter la complexité stratégique d'un monde qui voyait la maturité impérialiste d'une poignée de nations (les puissances européennes, les États-Unis, la Russie, le Japon) et – dans le même temps historique – la lutte pour la formation des États nationaux dans une grande partie de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, souvent en s'affranchissant de la colonisation européenne. Le mouvement communiste fit un choix stratégique-clé : se ranger contre les États impérialistes mais en faveur des luttes de libération nationale, donnant comme indication au prolétariat de soutenir ces luttes au contenu de classe intrinsèquement bourgeois. Une partie significative de l'élaboration de Lénine porte précisément sur ces thèmes.

Dans la phase actuelle de l'histoire, le fait significatif est que le processus de formation des États est historiquement clos. Aujourd'hui, les strates bourgeoises et les strates salariées s'opposent socialement dans le monde entier. En un demi-siècle, le développement des régions retardataires a produit l'inédit d'entités économiques sans précédent telles que la Chine et l'Inde qui secouent l'ordre mondial dans son ensemble. La réaction du système impérialiste actuel est multifactorielle. Les États-Unis tentent de profiter de leur position de superpuissance militaire mondiale tant qu'ils en ont encore le temps : telle était la substance de la guerre en Irak en 2005. La bourgeoisie européenne accélère le rythme de son unification. L'Union s'élargit à de nouveaux pays et englobe les zones de l'ex-URSS, ouvrant la crise en Ukraine. De multiples tensions et tendances agissent de façon synchrone. Globalement, l'affrontement impérialiste assume des dimensions continentales, sans lesquelles il est aujourd'hui impossible de rivaliser sur le marché mondial et dans les rapports de puissance.

Cette tendance bourgeoise doit être évaluée avec soin dans ses reflets idéologiques. En effet, elle peut se proposer comme dépassement des vieux nationalismes alors qu'elle est, en réalité, le porte-étendard

de nations et de nationalismes plus grands. L'Union européenne se présente comme une nouvelle ère qui efface les nationalismes qui ont ravagé le Vieux Continent pendant des siècles. L'euro est aujourd'hui son symbole le plus prestigieux. Mais la monnaie européenne est un voile précieux qui entoure une lame tranchante. L'« Europe puissance » a l'intention de se confronter avec l'Amérique et l'Asie. Les forces politiques qui incarnent l'*européisme* impérialiste savent qu'une partie décisive se joue sur la « défense européenne », c'est-à-dire la force militaire que l'Union sera en mesure d'exprimer. La dénonciation de la nature impérialiste de ce processus européen est ce qui distingue les internationalistes des nombreuses nuances, conscientes ou non, du social-impérialisme.

Le Premier mai, internationaliste depuis ses origines, apporte avec lui un enseignement général. Ce qui hier encore semblait utopique est désormais une réalité quotidienne : il en a été ainsi pour obtenir les dix heures, puis les huit heures de travail quotidien. Ces résultats ne sont jamais définitifs, même dans les grandes métropoles, et doivent encore être arrachés dans de grandes zones du marché mondial à développement plus récent. On pouvait le faire, et on l'a fait.

Cet enseignement s'applique à des aspects particuliers de la vie sociale aussi bien qu'à la science et à la technologie. Il est désormais possible de photographier les planètes, d'explorer les profondeurs des océans, de relier des individus de différents continents par des réseaux de communication par portable ou par satellite. La contradiction entre le potentiel actuel de l'espèce humaine et les limites que l'organisation sociale et politique capitaliste lui imposent se trouve sous les yeux de tout le monde. On peut organiser la vie sociale de l'espèce humaine collectivement, sans classes et sans États, donnant à *chacun selon ses besoins* et obtenant de chacun *selon ses capacités*, et développer les forces productives – en particulier la science et ses applications – au-delà des limites étroites de l'échange entre le capital et le travail salarié. On peut le faire, et on le fera. Être communiste, c'est lutter pour ce but, c'est se battre pour une cause de l'humanité tout entière.

Mars 2005